



Ressources Naturelles et Croissance Économique en Afrique sub-Saharienne : La Corruption Importe-T-Elle?

*Pierre Christian Tsopmo*¹
*Martin Ambassa MEssy*²

Octobre 2021 / No.781

Résumé

La littérature existante sur la relation entre les ressources naturelles (RN) et la croissance n'est pas concluante. Pour enrichir ce débat, certaines études se sont penchées sur le rôle des institutions dans le lien entre les RN et la croissance. Contrairement à la plupart des travaux précédents, qui considèrent principalement l'effet interactif des institutions, notamment la corruption, sur la relation entre les

1 Faculté des sciences économiques et de gestion, Université de Yaoundé II, Cameroun ; courriel : christiantso~~pmo~~@gmail.com/azerty_tsopmo@yahoo.fr

2 Faculté des sciences économiques et de gestion, Université de Maroua, Cameroun; courriel: martin_amb@yahoo.fr

RN et la croissance, cet article détermine le seuil optimal de corruption en dessous et au-dessus duquel les RN affectent différemment la croissance économique. L'objectif de ce document est d'étudier l'effet des RN sur la croissance économique en fonction du niveau de corruption en Afrique subsaharienne. En utilisant des données de panel sur 26 pays d'Afrique sub-saharienne (ASS) sur la période de 1985 à 2014, cette étude utilise le modèle de régression à transition lisse de panel (Panel Smooth Transition Regression - PSTR) développé par Gonzalez et al. (2005). Dans un premier temps, nous avons trouvé des preuves de l'existence de seuils de corruption qui modifient l'effet des RN sur la croissance économique. Ces seuils sont de 0,94, 0,40, 2,33, 1,16 et 0,48 pour la corruption publique, exécutive, législative, judiciaire et politique, respectivement. Deuxièmement, la relation entre les RN et la croissance économique en dessous et au-dessus de chaque type de corruption donne des résultats mitigés. L'analyse de sensibilité, qui a conduit à la décomposition des RN en ressources forestières et pétrolières, confirme la divergence des résultats trouvés par la spécification initiale. Ces résultats ont des implications significatives pour le séquençage des politiques en ASS. Pour bénéficier d'une croissance induite par les RN, l'amélioration du cadre institutionnel, y compris la réduction de la corruption politique, doit précéder les politiques de gestion des RN. De même, une certaine diversification de l'économie des pays d'ASS conduit à une meilleure efficacité des RN sur l'activité économique.

Introduction

La corruption, compte-t-elle vraiment lorsqu'on tente d'évaluer la relation entre les ressources naturelles (RN) et la croissance économique en Afrique subsaharienne (ASS) ? La littérature disponible démontre principalement que les RN ont tendance à affecter négativement la croissance dans les pays riches en RN, notamment en ASS. Par conséquent, la théorie de la "malédiction des ressources" est devenue un constat bien établi dans la littérature. Depuis les articles pionniers de Sachs et Warner (1995, 1997, 2001), les dotations en ressources sont paradoxalement associées à de mauvaises performances économiques, alors que l'on s'attend à ce que les revenus des RN augmentent les investissements et la croissance économique d'un pays. Cependant, la hausse des prix des RN sur le marché international est un moteur fondamental du produit intérieur brut (PIB) de la région ASS, qui a dépassé une moyenne de 5 % entre 2000 et 2010 (Devarajan et Fengler, 2013). Mais cette performance économique est loin du potentiel des économies de l'ASS. En effet, selon le FMI (2012), les RN représentent au moins 65 % de leurs exportations. IDEA (2015) montre également que la région ASS possède 30 % des ressources minérales mondiales, 15 % pour le pétrole, 12 % pour le gaz naturel, et c'est la deuxième région la plus riche en forêts au monde. En outre, les pays d'ASS riches en RN affichent la plus faible croissance économique, tandis que les pays pauvres en RN, notamment en Asie, figurent parmi les économies à la croissance la plus rapide. Sur le plan empirique, l'effet des RN sur la croissance n'est toujours pas concluant, la plupart des publications mettant en

évidence un effet négatif. Au moins deux arguments principaux peuvent être avancés pour expliquer pourquoi les RN s'avèrent contre-productives.

La première explication est la théorie du « *syndrome hollandais* ». Cette théorie a été développée par Corden et Neavy (1982), Corden (1984) et van Wijnbergen (1984), suite à l'expérience des Pays-Bas d'un secteur manufacturier en déclin après la découverte du gaz naturel. La théorie montre que lorsqu'un pays connaît un boom des ressources, il subit normalement une appréciation réelle du taux de change. Cette appréciation réduit la compétitivité internationale des autres secteurs négociables, car les exportations de ressources naturelles évincent les exportations de produits de base produits par ces secteurs (Krugman, 1987). Enfin, l'appréciation réelle du taux de change réduit le revenu national par le biais d'effets négatifs sur les facteurs du secteur manufacturier. Dans le premier article consacré à l'analyse empirique de la théorie du syndrome hollandais, Sachs et Warner (1995) ont démontré qu'une augmentation de 13 % des exportations primaires par rapport au PIB diminue la croissance annuelle d'environ 1 %. La deuxième explication de la malédiction des ressources est liée à la qualité des institutions. Il est bien documenté que les mauvaises performances des pays riches en RN s'expliquent par la faible qualité des institutions (Gylfason, 2001 ; Mehлум et al., 2006 ; Torres et al., 2013). De ce point de vue, les chercheurs s'accordent à dire que la malédiction des ressources provient du fait que l'abondance des ressources tend à affaiblir les institutions politiques et surtout à favoriser la corruption, ce qui entrave par conséquent la croissance économique (Leite et Weidmann, 1999 ; Zhan, 2017). En effet, la fragilité des institutions politiques est exacerbée par les revenus générés par le secteur des RN. Par le biais de la corruption, cette fragilité garantit des revenus supplémentaires aux dirigeants au détriment des performances macroéconomiques.

La corruption est définie par Jain (2001) comme un acte par lequel un service public est utilisé par un agent public à des fins personnelles pour modifier les règles du jeu. Pour la Banque mondiale (2010), la corruption signifie « *l'abus ou le détournement d'une fonction publique à des fins privées* ». Elle se caractérise par le transfert illégal de ressources publiques vers le privé (Andvig et al., 2000) et dans cette veine, elle est désignée comme les pots-de-vin que les fonctionnaires reçoivent dans l'exercice d'un service public. Philippot (2009) affirme que la corruption est généralement associée à une faible efficacité de la bureaucratie en raison de coûts de transaction élevés ; ainsi, la corruption entraîne un coût économique important.

Selon Transparency International (2018), l'Afrique subsaharienne (ASS) est classée comme la région la plus corrompue au monde. Un rapport de QOG³ (2015) affirme également que les cinq pays les plus corrompus au monde se trouvent en ASS. Plus précisément, la République démocratique du Congo (RDC) est classée comme le

3 Quality of Government (QOG) Institute of Gotherburg est une organisation internationale qui fournit chaque année les performances des pays du monde en matière de qualité de gouvernance.

pays le plus corrompu. Elle est suivie par la Somalie, la République centrafricaine, le Soudan du Sud et la Guinée équatoriale. Tous ces pays sont fortement dotés en RN. En outre, la corruption est endémique au Nigeria et en Angola, qui sont les deux plus grands pays producteurs de pétrole d'Afrique subsaharienne. L'agence nigériane, la Commission des crimes économiques et financiers (*Economic and Financial Crimes Commission*), a estimé que plus de 380 milliards de dollars US de fonds publics ont été volés ou gaspillés par les différents gouvernements depuis leur indépendance en 1960. En Angola, plus d'un milliard de dollars de revenus pétroliers disparaissaient chaque année à cause de la corruption au début des années 2000 (McMillan, 2005).

D'après les faits stylisés ci-dessus, la corruption semble être liée aux RN. Cependant, l'analyse empirique de la relation entre les RN et la corruption aboutit à des conclusions controversées. On dit que la corruption est associée à la malédiction des RN. Par exemple, Zhan (2017) a montré que la malédiction des ressources est liée à la corruption. Ades et Tella (1999) ont trouvé une relation positive entre l'abondance des RN, la corruption et la recherche de rente. Dans une étude connexe, Sala-i-Martin, et Subramanian (2003) ont démontré que la faible croissance connue par le Nigeria après la découverte du pétrole est due à l'émergence de la corruption. De même, Kolstand et Soreide (2009) ont soutenu que la corruption joue un rôle important dans l'explication de la malédiction des ressources dans les pays les moins avancés (PMA). La corruption peut "*sabler les roues*" ou "*graisser les roues*" d'une économie. Par conséquent, il a été affirmé que la présence d'importants dividendes en ressources crée d'énormes opportunités économiques et de la corruption (Leite et Weidman, 1999 ; Caselli et Michaels, 2013). Plus le niveau de corruption est élevé dans une économie, plus la perte en termes de croissance est importante et vice-versa (Kolstand et Soreide, 2009). Par conséquent, une éventuelle malédiction des RN pourrait être liée à un certain niveau de corruption dans l'économie.

L'objectif de cette étude est d'examiner l'effet des RN sur la croissance économique en fonction du niveau de corruption en Afrique subsaharienne. L'étude détermine le seuil optimal de corruption qui permet une bénédiction des RN. Elle analyse les effets des RN sur la croissance en dessous et au-dessus de ce seuil. L'étude complète la littérature existante sur quatre aspects. Premièrement, contrairement aux études précédentes sur le sujet (Erum et Hussain, 2019), nous ne limitons pas l'étude à l'évaluation de l'effet positif et/ou négatif de la corruption sur la relation entre les RN et la croissance. Par conséquent, pour concilier les théories du "graissement des roues" et du "sablage des roues", nous soulignons que les deux effets pourraient exister en définissant un seuil de corruption. Deuxièmement, la plupart des études utilisent une mesure agrégée de la corruption et prennent en compte les RN. Pour ce qui est de la mesure de la corruption, nous la désagrégeons en suivant la classification de Jain (2001) en quatre indicateurs, à savoir : la corruption judiciaire, la corruption exécutive,

la corruption publique et la corruption législative⁴. L'objectif est d'obtenir des résultats plus spécifiques sur l'effet de la corruption afin de formuler des recommandations plus ciblées. Quant aux RN, il est bien connu qu'ils incluent les ressources renouvelables (forêt, nourriture...) et non renouvelables (pétrole, minéraux...). Pour Leite et Weidman (1999), les RN n'affectent pas l'activité économique de la même manière. Forte de cette conclusion, notre étude évalue l'effet des RN en distinguant les ressources forestières, pétrolières et minérales.

Enfin, notre étude économétrique est basée sur le modèle PSTR (Panel Smooth Transition Regression). Le modèle PSTR nous permet de mettre en évidence l'hétérogénéité de la relation NRs-croissance en fonction du niveau de corruption. Par ailleurs, les études précédentes (Mehlum et al., 2006 ; Arezki et Van Der Ploeg, 2007) utilisent généralement des termes d'interaction, impliquant une interaction linéaire entre la corruption, les RN et la croissance. En utilisant un modèle PSTR, nous pouvons démontrer qu'une augmentation de la corruption n'a pas la même impulsion sur l'effet marginal des RN sur la distribution de la corruption. En outre, la méthode PSTR nous permet également de dériver des valeurs seuils endogènes pour la corruption associée à un changement dans la relation NRs-croissance, ce qu'un modèle linéaire ne peut pas faire. En effet, Jude et Levieuge (2016) ont montré que la méthode PSTR corrige la perte d'information associée à l'estimation des modèles linéaires. De même, les techniques d'estimation linéaire telles que les moindres carrés ordinaires (MCO) présentent généralement un biais d'endogénéité qui limite la convergence du modèle ; celui-ci est corrigé par le PSTR (Fouquau et al., 2008).

Effet de la corruption sur la relation entre les RN et la croissance : quels canaux ?

(a) Corruption et allocation des investissements publics

L'un des canaux par lesquels la corruption peut affecter l'activité économique est l'investissement public. En effet, la corruption affecte l'investissement public par le biais des dépenses publiques sur au moins deux fronts. Tout d'abord, la corruption peut assurer une allocation accrue et improductive des ressources publiques, les fonctionnaires corrompus cherchant à maximiser leur potentiel personnel d'extraction de rente, ce qui peut à son tour affecter l'investissement public. En outre, la corruption politique, ou "grande" corruption, fausse l'ensemble du processus décisionnel lié aux projets d'investissement public (Tanzi et Davoodi, 1997). En effet, dans les différents pays, les projets d'investissement public ont tendance à être très importants. Leur

4 Les définitions de la corruption judiciaire, de la corruption exécutive, de la corruption publique et de la corruption législative sont données dans la sous-section consacrée à la présentation et à la description des données.

réalisation est souvent confiée à des entreprises privées nationales ou étrangères. Il est donc nécessaire de sélectionner les entreprises qui seront chargées de réaliser le projet. Pour une entreprise privée, l'obtention d'un contrat pour l'exécution d'un projet, et surtout d'un grand projet, peut être très rentable. Par conséquent, les dirigeants de ces entreprises peuvent être disposés à verser un pot-de-vin aux fonctionnaires du gouvernement qui les aident à gagner le contrat. Dans certains pays, les commissions versées par les entrepreneurs aux politiciens étrangers sont à la fois légales et déductibles des impôts. Ces "commissions" sont souvent calculées en pourcentage du coût total du projet (Montinola et Jackman, 2002). Dans ce contexte, Haque et Kneller (2008) ont montré que la corruption augmente les investissements publics. Toutefois, Mauro (1995) a constaté que cet effet n'est pas concluant. Deuxièmement, les agents publics corrompus pourraient prendre une autre voie et maximiser leurs rentes en limitant le montant des dépenses publiques de consommation. Ils peuvent également le faire en sous-déclarant les fonds publics disponibles pour la consommation ou en redirigeant les fonds publics vers des comptes bancaires privés (souvent secrets, offshore). De cette manière, la corruption peut potentiellement réduire la taille du gouvernement. Par exemple, Johnson et al. (1999) ont également montré qu'il a été constaté que la corruption réduisait les recettes de l'État. Dans la même veine, Elliot (1997) rapporte que la taille des budgets gouvernementaux par rapport au PIB diminue avec les niveaux de corruption. Ces résultats ont été expliqués théoriquement par le fait que les gouvernements faussent l'épargne (Barro, 1991).

(b) Corruption et compétitivité

Un autre canal par lequel la corruption aide à comprendre la relation entre les RN et la croissance économique est l'ouverture commerciale. Hodge et al. (2011) ont suggéré le potentiel de la corruption à contrecarrer les arrangements vers une plus grande ouverture commerciale. Par exemple, Southgate et al. (2000) ont montré que les restrictions au commerce sous forme de quotas ou de licences fournissent aux agents publics des sources de rentes substantielles. Étant donné que l'évolution vers le libre-échange supprime la possibilité d'obtenir au moins quelques pots-de-vin, les fonctionnaires corrompus sont davantage incités à limiter les accords d'ouverture commerciale. Une telle situation pourrait réduire la compétitivité des entreprises locales qui cherchent à obtenir de plus grandes parts de marché. Il est donc raisonnable de supposer que les entreprises nationales existantes possèdent certaines connaissances locales nécessaires pour minimiser les dépenses liées aux pots-de-vin. Les potentiels entrants étrangers n'ont pas cet avantage et souffrent de manière disproportionnée de la corruption, qui agit ainsi comme un frein à l'augmentation des investissements étrangers (Southgate et al., 2000). Bien que Hodge et al. (2011) aient constaté que la prévention de la corruption pourrait réduire le volume des échanges en augmentant la compétitivité internationale des entreprises qui s'adonnent à la corruption, l'entreprise corrompue ne pourra obtenir un certain avantage concurrentiel dans les négociations commerciales que si tous les

pays n'appliquent pas les mêmes règles. Il n'est donc pas certain que les économies corrompues seront compétitives. En général, en raison de la concurrence accrue sur le marché, les transferts technologiques et l'accès à des marchés plus vastes devraient augmenter la croissance économique (Wacziarg et Welch, 2008).

Les données

L'étude se concentre sur les RN renouvelables et non renouvelables et prend en considération les pays riches en RN. Les pays de l'échantillon ont été divisés en deux groupes selon Bulte et al. (2005). Le premier groupe est composé de pays riches en ressources forestières tandis que le second groupe est constitué de pays riches en ressources pétrolières. Bulte et al. (2005) soulignent que l'effet des variables institutionnelles et plus précisément de la corruption sur les RN dépend du type de ressources.

Notre échantillon comprend vingt-six (26) pays d'Afrique subsaharienne sur la période 1985-2014. Les moteurs de croissance traditionnels utilisés, ainsi que la variable NRs sont obtenus à partir des Indicateurs de Développement Mondial (IDM). Nous utilisons la corruption politique (*corrupt*), qui est basée sur quatre indicateurs, à savoir : la corruption de l'exécutif, du législatif, du judiciaire et du public. La corruption de l'exécutif concerne la corruption des membres de l'exécutif. Cet indicateur comprend les pots-de-vin perçus par les membres de l'exécutif, le détournement de fonds publics ou d'autres ressources de l'État à des fins personnelles ou familiales. La corruption législative concerne celle qui se produit dans les activités du système législatif ; elle prend en compte les gains financiers perçus par les membres du Parlement en raison de leurs pouvoirs. La corruption judiciaire saisit les paiements supplémentaires ou les pots-de-vin non documentés versés par des entreprises ou des particuliers pour accélérer les procédures judiciaires ou obtenir des décisions de justice en leur faveur. Quant à la corruption publique, elle formalise l'étendue des faveurs accordées par les employés du secteur en échange de pots-de-vin, de coups de pouce et d'incitations matérielles. Il prend également en compte le détournement de fonds publics et l'appropriation de ressources publiques à des fins personnelles ou familiales. La moyenne de ces quatre indicateurs forme l'indice de corruption politique obtenu à partir du livre de données *Varieties of Democracy* (2017). Les valeurs de la corruption évoluent de plus en plus (d'une situation de faible corruption à une situation de forte corruption).

Conclusion et implications politiques

Cette étude examine l'effet des RN sur la croissance économique conditionnée par le niveau de corruption en Afrique subsaharienne. Cet objectif est divisé en deux objectifs spécifiques : (i) le travail détermine le seuil optimal de corruption qui permet une bénédiction des RN ; (ii) le travail analyse les effets des RN sur la croissance en dessous

et au-dessus de ce seuil. En appliquant un modèle PSTR sur un panel de vingt-six (26) pays d'Afrique subsaharienne sur la période 1985 à 2014, cette étude donne de nombreux résultats intéressants. La valeur seuil est de 0,486 pour la corruption politique. Sous ce seuil, les RN ont un effet non significatif sur la croissance, mais au-dessus du seuil, les RN ont un effet positif sur la croissance. En examinant chaque composante de la corruption politique, nous observons que les valeurs seuils sont de 0,948, 0,402, 2,330 et 1,162 pour la corruption publique, exécutive, législative et judiciaire, respectivement. En ce qui concerne l'effet des RN sur la croissance, lorsque chaque composante de la corruption est prise comme variable institutionnelle, l'étude aboutit aux résultats suivants. Au-dessus du seuil, une variation de 1 % des RN induit une augmentation de 0,209 et de 0,157 point de croissance pour la corruption publique et la corruption exécutive, respectivement. En dessous du seuil, une variation de 1 % des RN induit une augmentation de 0,094 % et de 0,781 %, et au-dessus une diminution de 0,182 % et de 0,069 % sur la croissance économique pour la corruption législative et judiciaire, respectivement. Les résultats de l'analyse de sensibilité obtenus en décomposant les RN en ressources pétrolières (RP) et ressources forestières (RF) montrent également que la relation entre les RP ou les RF et la croissance économique en ASS est non linéaire, c'est-à-dire que cette relation est conditionnée par l'existence d'un seuil de corruption. Les canaux par lesquels cette non-linéarité peut se produire sont la compétitivité des économies et le canal des dépenses et investissements publics.

Deux implications politiques principales peuvent être déduites des résultats précédents. Pour ce qui est de la première implication, l'existence d'un seuil de corruption qui conditionne l'effet de croissance des RN jette un doute sur l'efficacité des politiques visant à assurer la bénédiction des RN. Précisément, ces politiques ne profitent pas aux pays d'accueil si elles ne sont pas précédées d'une amélioration de leur cadre institutionnel. Par conséquent, il est nécessaire d'établir un ordre dans la mise en œuvre des politiques économiques, en donnant la priorité aux politiques de lutte contre la corruption publique, exécutive, législative, judiciaire et politique pour bénéficier des RN. En outre, en raison de la nature endogène de la corruption qui, dans un contexte de RN abondantes, est combinée à plusieurs défis sociaux (conflits, instabilité bureaucratique...), il convient de noter que la réduction de la corruption nécessite de construire des institutions fortes qui garantissent le respect des lois ou des politiques sociales précédemment établies.

Concernant la deuxième implication, bien que nos résultats impliquent également la mise en œuvre de politiques publiques visant à encourager la corruption dans les pays à faible niveau de corruption, il ne s'agit pas d'une alternative efficace pour réduire la malédiction des ressources naturelles, étant donné les coûts importants en termes de légitimité et d'instabilité gouvernementale associés à des niveaux élevés de corruption. Ainsi, les réformes dans le domaine de la corruption législative, judiciaire et politique entraîneront probablement une augmentation progressive des bénéfices tirés des RN, même pour les pays situés bien en dessous du seuil. Par contre, les réformes axées sur la corruption publique et exécutive ne sont efficaces que

pour les pays proches de la valeur seuil. Néanmoins, en raison des complémentarités institutionnelles, les réformes ciblant une corruption spécifique peuvent en fait rapprocher les autres caractéristiques de leurs seuils respectifs, entraînant ainsi un effet différentiel potentiel à long terme sur la croissance.

Bibliographie

- Acemoglu D., Johnson S., Robinson, J., Yared, P. 2004. "Income and democracy". *American Economic Review*, 98(3): 808–842.
- Acemoglu D. and Verdier T. 2000. "The choice between market failures and corruption". *American Economic Review*, 90:194–211.
- Ades A. and Tella R. 1999. "Rents, competition, and corruption". *American Economic Review*: 89 (4): 982–993.
- Andvig J., Fjeldstad O., Amundsen I. and Soreide T. 2000. Research on corruption: A Policy oriented survey. Michelin Institute and Norwegian Institute of International Affairs.
- Arezki R. and van Der Ploeg F. 2007. Can the natural resource curse be turned into a blessing? The role of trade policies and institutions. IMF Working Paper 07/55, Washington, DC: International Monetary Fund.
- Avom D. and Carmignani F. 2010. « L'Afrique Centrale peut-elle éviter le piège de la malédiction des produits de base ? ». *Revue D'économie Du Développement* : 18(2) : 47–72.
- Barro R. 1991. "Economic growth in a cross section of countries". *Quarterly Journal of Economics*, 106(2): 407–43.
- Barro R., Sala-i-Martin X. 1995. *Economic growth*. New York, McGraw Hill.
- Brunnschweiler N. 2008. "Cursing the blessings? Natural resource abundance, institutions, and economic growth". *World Development*, 36 (3): 399–419.
- Bulte E., Damania R. and Deacon T. 2005. "Resource intensity, institutions and development". *World Development*, 33(7): 1029–1044.
- Caselli F. and Michaels G. 2013. "Do oil windfalls improve living standards? Evidence from Brazil". *Applied Economics*, 5 (1): 208–238.
- Collier P. and Hoeffler A. 2005. "Resources rents, governance, and conflict". *Journal of Conflict Resolution*, 49(4): 625–633.
- Corden W. 1984. "Booming sector and Dutch disease economics: Survey and consolidation". *Oxford Economic Papers*, 36(3): 359–380.
- Corden W. and Neary P. J. 1982. "Booming sector and deindustrialization in a small open economy." *Economic Journal* 92: 825–48.
- Davis G. 1995. "Learning to love the Dutch disease: evidence from the mineral economies." *World Development*, 23: 1765–1779.
- Dzhumashev R. 2016. "The role of income uncertainty in the corruption–growth nexus". *The BE Journal of Economic Analysis and Policy*, 16(2): 1169–1201.
- Elliott K. 1997. "Corruption as an international policy problem: Overview and recommendations". In Elliott, K.A. (eds), *Corruption and the global economy*. Washington, DC: 175–233.
- Erum N. and Hussain S. 2019. "Corruption, natural resources and economic growth: Evidence from OIC countries". *Resources Policy*, 63: 1–10.

- Fischer S. 1993. "The role of macroeconomic factors in growth," *Journal of Monetary Economics*, 32(3): 485–512.
- Frankel J. and Romer D. 1999. "Does trade cause growth?". *American Economic Review*, 89(3): 379–399.
- Fouquau J., Hurlin C., Rabaud I. 2008. "The Feldstein–Horioka puzzle: A panel Smooth transition regression approach". *Economic Modelling*, 25(2): 284–299.
- Gonzalez A., Teräsvirta T., Van Dijk D. and Yang Y. 2005. Panel smooth transition regression models. Revised and updated version of the Working Paper No. 604 (2005) in the Working Paper Series of Economics and Finance, Stockholm School of Economics.
- Granger C. and Terasvirta T. 1993. *Modelling non-linear economic relationships*. New York: Oxford University Press.
- Gylfason T. 2001. "Natural resources, education, and economic development". *European Economic Review*, 45: 847–859.
- Havranek T., Horvath R. and Zeynalov A. 2016. "Natural resources and economic growth: A meta-analysis". *World Development*, 88: 134–151.
- Haque M. and Kneller R. 2008. "Public investment and growth: The role of corruption". Centre for Growth and Business Cycle Research Discussion Paper Series 098.
- Hodge A., Shankar S., Rao D. and Duhs A. 2011. "Exploring the links between corruption and growth". *Review of Development Economics*, 15(3): 474–490.
- IDEA. 2015. "Voter turnout website", Institute for Democracy and Electoral Assistance, www.idea.int/vt/index.cfm (accessed 4 January 2015).
- IMF. 2012. *Sub-Saharan Africa: Sustaining growth amid global uncertainty*. Regional Economic Outlook. Washington DC: International Monetary Fund.
- Jain A. 2001. "Corruption: A review". *Journal of Economic Surveys*, 15(1): 71–121.
- Johnson S., Kaufmann D. And Zoido-Lobaton P. 1999. "Corruption, public finances, and the unofficial economy". World Bank, Policy Research Working Paper Series: 2169.
- Jones C. 1995. "R&D-based models of economic growth". *Journal of Political Economy*, 103(4): 759–784.
- Jude C. and Leveuge G. 2016. "Growth effect of FDI in developing economies: The role of institutional quality". *World Economy*, 40(4): 715–742.
- Krugman P. 1987. "The narrow moving band, the Dutch disease, and the competitive consequences of Mrs Thatcher: Notes on trade in the presence of dynamic scale economies". *Journal of Development Economics*, 27(1): 41–55.
- Kolstad I., and Soreide T. 2009. "Corruption in natural resource management: Implications for policy makers". *Resources Policy*, 34: 214–226.
- Leite C. and Weidman J. 1999. *Does mother nature corrupt? natural resources, corruption, and economic growth*, IMF Working Paper 99/85, Washington, DC.
- Levine R. and Renelt D. 1992. "A sensitivity analysis of cross-country growth regressions". *American Economic Review*, 82(4): 942–963.
- McMillan J. 2005. "Promoting transparency in Angola". *Journal of Democracy*, 16 (3): 155–168.
- Mauro A. 1995. "Corruption and growth". *Quarterly Journal of Economics*, 109: 681–71.
- Mehlum H., Moene K. And Torvik R. 2006. "Cursed by resources or institutions?" *The World Economy*, 29 (8): 1117–1131.
- Méon P. and Weill L. 2010. "Is corruption an efficient grease?" *World Development*, 38(3): 244–259.

- Montinola G., Jackman R. 2002. "Sources of corruption: A cross-country study". *British Journal of Political Science*, 32: 147–170.
- Philippot L. 2009. "Rente naturelle et qualité des institutions". Centre d'études et de recherches sur le développement international (Cerdi), Études et Documents, ISSN 2114–7957.
- Qiang Q. and Jian C. 2020. "Natural resource endowment, institutional quality and China's regional economic growth". *Resources Policy*, 66: 1–9.
- Rose-Ackerman S. 1999. *Corruption and government: Causes, consequences, and reform*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Sachs J. and Warner A. 1995. "Sources of slow growth in african economies". *Journal of African Economies*, 6(3): 335–376.
- Sachs J. and Warner A. 1997. "Natural resources abundance and economic growth", Harvard Institute for International Development.
- Sachs J. and Warner A. 2001. "The curse of natural resources". *European Economic Review*, 45 (4): 827–38.
- Sala-i-martin X. and Subramanian A. 2013. "Addressing the natural resource curse: An illustration from Nigeria". *Journal of African Economies*, 22(4): 570–615.
- Sala-i-Martin X. 1997. "I just ran two million regressions". *American Economic Review*, 87(2): 178–183.
- Seghir M. and Damette O. 2018. "Natural resource curse: A non-linear approach in a panel of oil exporting countries". *International Economics*, 156: 231–246.
- Solow R. 1956. "A contribution to the theory of economic growth". *Quarterly Journal of Economics*, 71: 65–94.
- Southgate, Slazar-Canelos P., Caracho-Saa C., and Stewart R. 2000. "Markets, institutions, and forestry: The consequences of timber trade liberalization in Ecuador". *World Development*, 28(11): 2005–12.
- Swan T. 1956. "Economic growth and capital accumulation". *Economic Record*, 32(2): 334–361.
- Tanzi, V. and Davoodi H. R. 1997. "Globalization and the future of social protection". *Scottish Journal of Political Economy*. 49(1):116–127.
- Torres N., Afonso O. and Soares I. 2013. "Oil abundance and economic growth-a panel data analysis". *Energy Journal*, 33(2): 119–148.
- Transparency International. 2018. "Corruption perception index 2018". Annual report.
- Varieties of Democracy data. 2017. Quality of government institute of Gotherburg is an international.
- Vasilyeva O. and Libman A. 2020. "Varieties of authoritarianism matter: Elite fragmentation, natural resources and economic growth". *European Journal of Political Economy*, 63. June.
- Wacziarg R. and Welch K. H. 2008. "Trade liberalization and growth: new evidence ". *World Bank Economic Review*, 22 (2): 187–231.
- World Bank. 2010. *Strengthening bank group engagement on governance and anticorruption*. Development Committee (Joint Ministerial Committee of the Boards of Governors of the Bank and the Fund on the Transfer of Real Resources to Developing Countries).
- Zallé O. 2019. "Natural resources and economic growth in Africa: The role of institutional quality and human capital". *Resources Policy*, 62: 616–624.
- Zhan J. 2017. "Do natural resources breed corruption? Evidence from China". *Environmental and Resource Economics*, 66(2): 237–259.



Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

www.aercafrica.org/fr

Pour en savoir plus :



www.facebook.com/aercafrica



www.instagram.com/aercafrica_official/



twitter.com/aercafrica



www.linkedin.com/school/aercafrica/

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique
African Economic Research Consortium

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique
Middle East Bank Towers,

3rd Floor, Jakaya Kikwete Road

Nairobi 00200, Kenya

Tel: +254 (0) 20 273 4150

communications@ercafrica.org